

---

Pour le Canada, la réforme signifie compression... mais aussi renforcement des programmes de l'UNESCO, non seulement pour qu'ils correspondent à la réduction des budgets mais aussi pour qu'ils assurent la vitalité future de l'Organisation. Nous sommes conscients du fait que les réductions des dépenses pourront tout d'abord sembler aller à l'encontre des aspirations de certains pays. Toutefois, l'ensemble du Conseil exécutif s'est montré désireux de résoudre ces contradictions de façon responsable en adoptant une solution de compromis et en la présentant de bonne foi. Les membres du Conseil estiment que l'UNESCO doit travailler plus efficacement et que l'Organisation peut être améliorée. Le Canada, qui est très intéressé à son bon fonctionnement, a accepté le consensus.

Un orateur à cette tribune a dit : « Ce consensus suppose de toutes parts des sacrifices, nous ne reviendrons pas... sur nos concessions parce qu'il y va de notre devoir d'honnêteté. » D'un avis semblable, le Canada, par ma voix, dit ceci : nous veillerons à ce que le compromis adopté par consensus par le Conseil exécutif à Paris, et élargi au besoin à Sofia, soit protégé tout au long de nos débats ici. Le compromis n'est pas parfait. Mais on ne pouvait raisonnablement espérer davantage alors que le processus de réforme est tout juste entamé.

Le Canada a fait beaucoup d'efforts pour contribuer à mener l'UNESCO à ce stade, pour montrer que le défi peut être surmonté. Si nous n'arrivons pas à maintenir ou même à accélérer les progrès actuels en vue de la réforme, ce n'est pas seulement l'UNESCO qui en souffrira, mais bien la famille des Nations Unies dans son ensemble. En revanche, notre succès aura bonne influence sur l'avenir de tout le système multilatéral et sur la poursuite de la coopération internationale dans tous les domaines de compétence de l'UNESCO. Les prochaines semaines s'annoncent fructueuses. Je vous souhaite bonne chance!